

DÉCLARATION DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA LUTTE CONTRE LE GROUPE TERRORISTE DAECH EN IRAK ET EN SYRIE, À BORD DU PORTE-AVIONS CHARLES DE GAULLE LE 9 DÉCEMBRE 2016.

[Télécharger le .pdf](#)

Mesdames, Messieurs,
Monsieur le Ministre de la Défense,
Monsieur le Ministre des Affaires européennes,
Messieurs les Chefs d'état-major,
Amiral,
Officiers, Officiers Mariniers, Quartiers-Maîtres, Marins,

Il y a un an presque jour pour jour c'était le 4 décembre 2015, j'étais à bord du porte-avions. La France venait d'être frappée à Paris, à Saint-Denis par les terribles attentats du 13 novembre 2015 - vous les avez en mémoire. Ces attentats avaient été organisés, préparés et perpétrés par Daech, l'organisation terroriste installée en Irak et en Syrie.

J'avais alors demandé au chef d'état-major des armées, avec le ministre de la Défense, de faire appareiller sans délai le groupe aéronaval pour la Méditerranée orientale. Il s'agissait d'accroître notre engagement militaire au sein de la coalition internationale pour amplifier la riposte et l'action contre Daech.

Vous débutez à ce moment-là votre mission. Il y a un an, il s'agissait pour moi de vous dire l'importance que revêtait cette opération de déploiement et le soutien du peuple français à l'égard de ses armées et de votre action. Comme toujours, vous y avez répondu avec une réactivité et une rigueur remarquables et moins d'une semaine après votre appareillage, les frappes avaient pu débiter.

Je suis, un an après, encore sur le porte-avions, et vous aussi. L'environnement est le même mais le contexte a profondément changé. L'environnement, c'est la mer, cet espace stratégique sur lequel évolue le groupe aéronaval. Votre environnement, ce sont les opérations quotidiennes, permanentes et ces pontées qui se succèdent les unes, les autres, de jour comme de nuit. Votre environnement, c'est la multitude des tâches que vous devez exécuter pour détruire à plusieurs milliers de kilomètres de distance les objectifs que nous avons choisis. Votre environnement, c'est le Moyen-Orient où vous êtes engagés aux côtés de vos camarades de l'armée de l'air et de l'armée de terre déployés en soutien des forces irakiennes à Erbil, Bagdad et également Qayyarah.

Mais le contexte depuis un an a considérablement changé. En novembre 2015, Daech occupait une grande part du terrain, des villes entières et pouvait organiser les attentats, ici sur cette zone du Moyen-Orient, mais également en Europe et sur notre propre sol. Aujourd'hui, Daech l'État islamique, en Irak, en Syrie recule et d'ailleurs, recule aussi en Libye où il avait commencé à s'installer. Chaque jour grâce à vous, nous repoussons un peu plus cette organisation terroriste qui est maintenant retranchée dans quelques bastions que nous devons absolument conquérir.

Nous connaissons les buts de notre présence militaire au Levant : aider les populations locales à retrouver la liberté, chasser les terroristes et assurer notre propre sécurité parce que notre sécurité intérieure, celle de nos compatriotes, celle de vos familles, est directement liée aux menaces qui se développent à l'extérieur et notamment au Moyen-Orient et qui peuvent, nous l'avons vu, de manière tragique, se porter sur notre sol. Ce que vous faites ici, c'est non seulement une action extérieure, mais c'est aussi une protection intérieure.

La mission que j'ai confiée aux armées est donc de soutenir l'action des forces locales qui luttent contre Daech et contre les réseaux islamistes qui s'en réclament. Nous agissons dans le cadre d'une coalition internationale. Le groupe aéronaval en est un bon exemple puisque cette coalition nous permet d'avoir le soutien des frégates allemandes et américaines, et dans les airs nos avions sont également coordonnés dans le cadre de cette opération interalliée. Ce soutien aux forces locales, nous l'assurons d'abord grâce aux missions de reconnaissance, d'observation, d'acquisition de renseignement au-dessus de l'Irak et de

la Syrie. C'est crucial pour donner ensuite des cibles claires à nos avions. Ensuite, nous frappons sans relâche les capacités militaires de Daech. Des Rafale décollent au moment même où je m'exprime chaque jour du porte-avions Charles-de-GAULLE et de nos bases aériennes projetées.

Les chiffres sont éloquentes. Ils doivent être connus. Depuis le début de l'opération, nos avions ont conduit au-dessus de l'Irak et de la Syrie 5 000 sorties et neutralisé 1 600 objectifs. Je voulais vous exprimer notre reconnaissance.

Depuis le mois de septembre, cette intervention est relayée au sol j'en ai décidé ainsi avec un groupement tactique d'artillerie de l'armée de terre qui participe à la sécurisation des zones conquises aux alentours de Mossoul par les forces irakiennes. Plus de 150 missions de tirs ont été conduites et, pour atteindre leur objectif.

Enfin il y a la formation des forces irakiennes et les conseils que nous pouvons leur apporter. Je vous l'ai dit, les résultats sont impressionnants : des villes ont été reconquises en Irak, Mossoul commence à l'être, des lignes de défense ont été percées et nous pensons accomplir l'opération dans les prochains mois, même si nous savons que la bataille sera longue et difficile.

En Syrie, les forces démocratiques syriennes se rapprochent de Raqqa et là aussi, nous mettons en très grande difficulté Daech et son organisation. C'est parce que se dessinaient les ultimes batailles - celle de Mossoul et celle de Raqqa - que j'ai décidé de prolonger jusqu'à la mi-décembre la présence du groupe aéronaval, votre présence. Je sais ce qu'il en a coûté. Je ne parle pas sur le plan budgétaire, mais ce qu'il en a coûté sur le plan humain, sur le plan de l'organisation de maintenir le groupe aéronaval jusqu'au milieu du mois de décembre. Mais c'était nécessaire et vous l'avez parfaitement compris puisqu'il s'agissait de redoubler d'intensité dans notre soutien et de porter des coups décisifs aux terroristes. Et nous l'avons fait et soyez-en fiers en respectant les populations civiles. Épargner les populations civiles tout en accomplissant l'objectif, ce n'est pas seulement respecter le droit humanitaire, c'est aussi un impératif moral, c'est une exigence qui s'impose au nom des idéaux que nous portons, nous, la France, et c'est aussi ce qui permet ensuite de trouver une solution politique à Mossoul, en Irak, mais ce sera aussi vrai en Syrie.

À l'heure où je m'exprime, Alep, la deuxième ville syrienne qui est devenue un symbole, une ville martyre, symbole hélas du conflit meurtrier en Syrie, cette ville, Alep, qui était hier une ville de grande attractivité, avec un patrimoine considérable, avec des centaines de milliers d'habitants, cette ville est écrasée sous les obus et les bombes. La population y est prise en otage. Les plus fragiles sont délibérément visés dans les écoles, dans les hôpitaux s'il y en a encore. Ils se terrent parfois sous les immeubles en cherchant un répit. Les civils sont terrorisés, ne peuvent pas sortir de la ville martyre faute de trêve et de couloirs humanitaires.

Alors la France, au Conseil de sécurité des Nations unies, agit avec ses alliés pour faire cesser le massacre. Hélas, nos résolutions sont bloquées par le veto russe. Nous avons chaque fois affirmé la nécessité d'un cessez-le-feu. Il a été annoncé hier. Il a été rompu ce matin une fois encore par le régime syrien et ses soutiens russes et iraniens. Avec l'ONU, avec l'Union européenne, avec les organisations non gouvernementales, la France cherche à ouvrir un chemin permettant l'évacuation des habitants, permettant aussi d'approvisionner en aide humanitaire la population et de faire en sorte que celles et ceux qui survivent dans cette ville puissent être alimentés ou soignés.

C'est notre devoir parce que si la France utilise la force quand elle est nécessaire et c'est vous qui y contribuez, en même temps, elle cherche toujours des solutions pour la paix. La France a une politique étrangère, une diplomatie qui peut se déployer, à la condition que nous soyons respectés et ce qui justifie l'effort de défense que nous accomplissons.

Mesdames et Messieurs, les armées connaissent aujourd'hui un niveau d'engagement exceptionnel. Il sera amené à durer car les opérations vont se poursuivre mais je ne pouvais pas mobiliser nos forces armées, comme je l'ai fait au Levant, en Afrique, en océan Indien, en Méditerranée, ainsi que sur le territoire national avec l'opération Sentinelle, sans donner à notre défense les moyens qui étaient nécessaires. Depuis deux ans maintenant, et compte tenu du contexte, compte tenu des opérations que j'ai décidées, compte tenu de la menace, j'ai fortement alloué les ressources qui devaient être affectées à la défense et le ministre de la Défense a porté cette exigence avec les Premiers ministres.

J'ai donc fait en sorte que la Loi de programmation militaire votée en 2013 soit intégralement respectée.

Vous allez me dire : c'était bien la moindre des choses. Pourtant, jamais une Loi de programmation militaire n'avait jusque-là été respectée. Mais j'ai voulu faire plus que cela, j'ai voulu augmenter les crédits de nos armées. C'est pourquoi la Loi de programmation militaire a été révisée deux fois à la hausse : en juillet 2015 et en avril 2016. J'ai arrêté complètement la déflation des effectifs qui aurait conduit à diminuer le nombre de nos militaires. Au bilan, il y aura 10 000 postes de plus pour les trois années à venir par rapport à ce qui était prévu en 2013. Cette remontée en puissance, qui est considérable, elle était indispensable.

J'ai voulu préserver le budget des armées et votre chef d'état-major y a été particulièrement vigilant pour que les opérations extérieures soient intégralement financées par le budget des autres ministères et ne soient pas imputées sur les comptes de la Défense. C'était la première fois.

Cet effort de défense, il nous faudra le poursuivre avec constance dans les mois à venir et, au delà de mon mandat, dans les années à venir, jusqu'à atteindre 2 % de la richesse nationale. C'est l'objectif qui a été fixé au plan européen mais c'est surtout l'objectif que nous avons décidé de fixer au plan intérieur. Contrairement à ce que je peux entendre ici ou là, il ne peut pas être question de remettre en cause cet effort de défense. Seuls les plus naïfs il y en a toujours peuvent croire que le monde sera moins dangereux, moins incertain dans les années à venir. Il nous faudra assurer notre protection et la sécurité des Français et il n'y a pas là matière à économie parce qu'il faudra mettre plus de forces humaines et plus de moyens en équipements.

Je connais aussi les contraintes qui pèsent sur vous et sur vos familles. Sur le Charles de Gaulle, cela fera bientôt deux mois et demi que beaucoup êtes en mer, en opérations, jour et nuit, sept jours sur sept. Beaucoup étaient déjà à bord lors des deux précédents déploiements au Levant. Depuis le 18 novembre 2015, c'est-à-dire en 13 mois, vous aurez passé 232 jours hors de chez vous. J'en mesure ce que cela peut représenter pour vous et pour vos familles.

Aussi, à chaque fois que j'ai été amené à prendre des décisions graves pour notre pays, j'ai pu apprécier votre dévouement, votre rigueur, votre professionnalisme, votre sens de l'intérêt national, ce que l'on appelle le sentiment patriotique. Je sais aussi les risques que vous prenez, les sacrifices auxquels vous consentez.

C'est parce que vous faites un métier différent de tous les autres que j'ai demandé au ministre de la Défense de me proposer des mesures de revalorisation de la condition militaire. Ces mesures, je les ai annoncées au Conseil supérieur de la fonction militaire le 25 novembre dernier, elles seront mises en oeuvre dès le début 2017. Je ne les rappelle pas ici, vous les connaissez. Ce sont les justes compensations aux sacrifices que vous consentez à prendre et c'est aussi la valorisation de ces absences prolongées et des permissions qui n'ont pas été prises. Voilà ce que je devais vous dire aussi pour vous exprimer notre reconnaissance.

Alors, dans quelques jours, le Charles de Gaulle va rentrer à quai. Bien sûr et qu'il n'y ait pas de doute là-dessus, les opérations en Irak et en Syrie vont se poursuivre avec les avions de l'armée de l'air déployés sur nos bases avancées. Je les ai visités et le ministre y sera dans quelques jours. Nous continuerons à frapper, à frapper encore Daech et les réseaux qu'il peut contrôler. Nous frapperons et frapperons encore pour soutenir les forces locales qui luttent contre cette organisation terroriste. Mais pour vous, l'activité va prendre une autre forme.

À votre arrivée à Toulon, il s'agira de régénérer le bâtiment au cours d'une période d'entretien de longue durée. Opération complexe. Je sais que votre chef d'état-major, l'amiral PRAZUCK, va vous demander beaucoup. Ce seront désormais des compétences techniques qui seront mises à l'épreuve et vous aurez aussi à entretenir votre savoir-faire individuel et collectif.

Mais avant de rentrer à Toulon, je tenais à m'adresser à vous pour vous dire que vous avez accompli et réussi une mission particulièrement difficile. Vous avez su, à la place qui est la vôtre, entretenir le matériel, faire en sorte qu'il puisse être mis en oeuvre, agir parce que c'était la mission et être autant que possible, dans toutes les tâches que vous accomplissez, les plus performants. Les plus performants parce que c'est la capacité de l'armée française. Je sais combien vous êtes fiers de ces avions, de ce porte-avions, de ce groupe aéronaval, de ce qu'il représente comme technicité mais aussi comme efficacité. Nous partageons avec vous cette fierté.

Mais s'il n'y a pas des hommes et des femmes pour servir ces matériels, alors, pourquoi consentir un tel

effort ? Vous avez réussi, vous avez fait reculer le terrorisme, vous avez protégé les Français, vous leur avez permis d'avoir confiance dans leurs forces armées et surtout, d'être conscients d'être une nation qui joue tout son rôle dans le monde et qui est capable de prendre de grandes décisions quand l'essentiel est en cause.

Pour toutes ces raisons, je vous exprime ma gratitude, ma reconnaissance. Vous avez fait honneur à la France et la France est fière de vous.

Vive la République et vive la France !